



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 25/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHILLIGER BOIS SAS

route du Port Rhénan
68600 Volgelsheim

Références : 0006702667_2024_25_06_Schilliger_Volgelsheim_VIIC SuivEch
Code AIOT : 0006702667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement SCHILLIGER BOIS SAS implanté route du Port Rhenan 68600 Volgelsheim. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHILLIGER BOIS SAS
- route du Port Rhenan 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006702667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Schilliger Bois SAS exploite d'importantes chaînes de seconde transformation comme le séchage et le rabotage des bois, la production de bois abouté, de lamellé-collé, de panneaux multiplis de construction, de panneaux en fibres de bois ainsi que le traitement auto clave et trempage.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Installations contrôlées: les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat
- Référentiel utilisé:
 - Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018)
 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juillet 2007
 - Arrêté préfectoral de mise en demeure du 07 février 2024

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Poteau incendie	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Clôture du site	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Rejets de poussières	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 4	Levée de mise en demeure
4	Surveillance des émissions atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 5	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant des articles 2 et 3 de la mise en demeure, l'exploitant a fait réparer le puits de prélèvement d'eau qui était endommagé (article 2) et le site est désormais clos (article 3).

Concernant les articles 4 et 5, suite à une erreur de prescriptions dans l'arrêté de mise en demeure du 7/02/2024 (prescriptions relatives à l'arrêté ministériel pour la rubrique 2910 pour les installations soumises au régime de l'Enregistrement au lieu de celles soumises au régime de la déclaration); ces articles sont caducs.

A noter que concernant l'article 5, des prescriptions similaires existent dans l'arrêté ministériel sous le régime de la déclaration, auxquels l'exploitant s'est conformé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Poteau incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté du 20 juillet 2007 susvisé : <i>"les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention, ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les réserves d'incendie et de secours, y-compris en période de gel. Ces ressources comprennent quatre puits de pompage en nappe de débit 60m3 chacun ainsi que deux aires de pompage dans le canal de Neuf-Brisach et également une aire de pompage au niveau de Rhin en limite Est à l'extérieur du site. [...]"</i></p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 05 juin 2023, ayant donné lieu à la mise en demeure du 07 février 2024, il avait été constaté que l'un des puits de pompage en nappe avait subi des dégâts suite à la collision avec un camion. L'inspection des installations classées s'est attachée uniquement à vérifier la remise en état de ce puits de pompage en nappe.</p> <p>S'étant déplacé sur site, l'inspection des installations classées constate que le puits de pompage a été réparé. Des blocs bétons le protègent pour éviter qu'un tel incident ne se reproduise.</p> <p>L'exploitant déclare que le prestataire qui a effectué la réparation a réalisé un essai de pompage, et que la pompe utilisée sur cet équipement dispose d'un débit nominal de 90 m³/h.</p> <p>L'exploitant a remédié à la non-conformité, la mise en demeure peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Clôture du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 3
Thème(s) : Autre, Clôture du site
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 20 juillet 2007 susvisé : "[...] Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante.[...]"
Constats : S'étant déplacé sur place, l'inspection des installations classées constate que les travaux du parking des employés du site sont achevés, et que le site est désormais totalement clos. L'exploitant a remédié à la non-conformité, la mise en demeure peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Rejets de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : I. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets de SO ₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation pour les appareils consommant un combustible relevant de la rubrique 2910-B. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 74 du présent arrêté. II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, une évaluation en permanence des poussières rejetées est effectuée pour les appareils consommant un combustible relevant de la rubrique 2910-B.
Constats : Étant donné que l'installation de combustion dispose d'une puissance nominale de 8MW, et que cette dernière consomme des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois, la législation applicable est l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour la rubrique 2910-A2 , sous le régime de la déclaration, en date du 03 août 2018. Or, la mise en demeure ayant été basée sur un article de l'arrêté de prescriptions générales pour le site sous le régime de l'enregistrement, également en date du 03 août 2018, pour la rubrique 2910-B , l'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 07/02/2024 est caduque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 76 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 susvisé : "[...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; [...]"
Constats :

Étant donné que l'installation de combustion dispose d'une puissance nominale de 8MW, et que cette dernière consomme des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois, la législation applicable est l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour la rubrique 2910-A2, sous le régime de la déclaration, en date du 03 août 2018.

Or, la mise en demeure ayant été basée sur un article de l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour les installations soumises au régime de l'enregistrement, également en date du 03 août 2018, pour la rubrique **2910-B**. L'article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 07/02/2024 est donc caduque.

En revanche, des dispositions équivalentes, reprises ci-après, sont prévues dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour les installations soumises au régime de la déclaration du 03 août 2018 (article 6.3).

«L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.»

Par mail 14 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mesures des émissions atmosphériques, suite à l'intervention du prestataire le 27 juillet 2023.

Les résultats de ce rapport n'appellent aucune remarque particulière.

L'exploitant déclare par ailleurs que la prochaine mesure aura lieu à l'été 2025 pour respecter la périodicité du contrôle de 2 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure